Autre partie à la procédure devant la chambre de recours de l'OHMI, intervenant devant le Tribunal: Fabryka Węży Gumowych i Tworzyw Sztucznych Fagumit sp. z o.o. (Fagumit) (Wolbrom, Pologne) (représentants: M. Krekora, T. Targosz et P. Podrecki, avocats)

Objet

Deux recours formés, respectivement, contre deux décisions de la première chambre de recours de l'OHMI du 3 septembre 2010 (affaires R 1002/2009-1 et R 1003/2009-1) relatives à deux procédures de nullité entre la Fabryka Węży Gumowych i Tworzyw Sztucznych Fagumit sp. z o.o. et M^{me} Ursula Adamowski.

Dispositif

- 1) Les affaires T-537/10 et T-538/10 sont jointes aux fins du présent arrêt.
- 2) Les recours sont rejetés.
- 3) M^{me} Ursula Adamowski supportera ses propres dépens ainsi que ceux exposés par l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) (OHMI) et par la Fabryka Węży Gumowych i Tworzyw Sztucznych Fagumit sp. z o.o. au cours de la procédure devant le Tribunal.

(¹) JO C 30 du 29.1.2011.

Arrêt du Tribunal du 29 novembre 2012 — Thesing et Bloomberg Finance/BCE

(Affaire T-590/10) (¹)

(«Accès aux documents — Décision 2004/258/CE — Documents concernant la dette publique et le déficit public d'un État membre — Refus d'accès — Exception relative à la politique économique de l'Union ou d'un État membre — Refus partiel d'accès»)

(2013/C 26/78)

Langue de procédure: l'anglais

Parties

Parties requérantes: Gabi Thesing (Londres, Royaume-Uni); et Bloomberg Finance LP (Wilmington, Delaware, États-Unis) (représentants: M. Stephens, R. Lands, solicitors, et T. Pitt-Payne, QC)

Partie défenderesse: Banque centrale européenne (BCE) (représentants: initialement A. Sáinz de Viqueña Barroso, M. López Torres et S. Lambrinoc, puis M. López Torres et S. Lambrinoc, agents)

Objet

Demande d'annulation de la décision du directoire de la BCE, communiquée à M^{me} Thesing par lettre du président de la BCE

du 21 octobre 2010, rejetant une demande introduite par M^{me} Thesing afin d'obtenir l'accès à deux documents concernant le déficit et la dette publics de la République hellénique.

Dispositif

- 1) Le recours est rejeté.
- 2) M^{me} Gabi Thesing et Bloomberg Finance LP supporteront, outre leurs propres dépens, ceux exposés par la Banque centrale européenne (BCE).

(¹) JO C 72 du 5.3.2011.

Arrêt du Tribunal du 11 décembre 2012 — Sina Bank/Conseil

(Affaire T-15/11) (¹)

(«Politique étrangère et de sécurité commune — Mesures restrictives prises à l'encontre de l'Iran dans le but d'empêcher la prolifération nucléaire — Gel des fonds — Recours en annulation — Obligation de motivation»)

(2013/C 26/79)

Langue de procédure: l'anglais

Parties

Partie requérante: Sina Bank (Téhéran, Iran) (représentants: B. Mettetal et C. Wucher-North, avocats)

Partie défenderesse: Conseil de l'Union européenne (représentants: M. Bishop et G. Marhic, agents)

Partie intervenante au soutien de la partie défenderesse: Commission européenne (représentants: F. Erlbacher et M. Konstantinidis, agents)

Objet

D'une part, l'annulation, premièrement, de l'annexe VIII du règlement (UE) n° 961/2010 du Conseil, du 25 octobre 2010, concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de l'Iran et abrogeant le règlement (CE) n° 423/2007 (JO L 281, p. 1), pour autant que celle-ci concerne la requérante, et, deuxièmement, de la lettre du 28 octobre 2010 «portant décision» du Conseil à l'égard de la requérante et, d'autre part, la déclaration de l'inapplicabilité à l'égard de la requérante, premièrement, de l'annexe II de la décision 2010/413/PESC du Conseil, du 26 juillet 2010, concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Iran et abrogeant la position commune 2007/140/PESC (JO L 195, p. 39), telle qu'issue de la décision 2010/644/PESC du Conseil, du 25 octobre 2010, modifiant la décision 2010/413 (JO L 281, p. 81), pour autant que celle-ci concerne la requérante, deuxièmement, de l'article 16, paragraphe 2, du règlement n° 961/2010 et, troisièmement, de l'article 20, paragraphe 1, sous b), de la décision 2010/413.

Dispositif

- 1) L'annexe II de la décision 2010/413/PESC du Conseil, du 26 juillet 2010, concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Iran et abrogeant la position commune 2007/140/PESC, telle qu'issue de la décision 2010/644/PESC du Conseil, du 25 octobre 2010, modifiant la décision 2010/413, et l'annexe VIII du règlement (UE) n° 961/2010 du Conseil, du 25 octobre 2010, concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de l'Iran et abrogeant le règlement (CE) n° 423/2007, sont annulées, pour autant que celles-ci concernent Sina Bank.
- 2) Les effets de l'annexe II de la décision 2010/413, telle qu'issue de la décision 2010/644, sont maintenus en ce qui concerne Sina Bank jusqu'à la prise d'effet de l'annulation de l'annexe VIII du règlement n° 961/2010.
- 3) Le recours est rejeté pour le surplus.
- 4) Le Conseil supportera deux tiers des dépens de Sina Bank et deux tiers de ses propres dépens.
- 5) Sina Bank supportera un tiers de ses propres dépens et un tiers des dépens du Conseil.
- 6) La Commission européenne supportera ses propres dépens.

(¹) JO C 72 du 5.3.2011.

Arrêt du Tribunal du 5 décembre 2012 — Consorzio vino Chianti Classico/OHMI — FFR (F.F.R.)

(Affaire T-143/11) (¹)

[«**Marque communautaire — Procédure d'opposition — Demande de marque communautaire figurative "F.F.R." — Marques nationales figuratives antérieures CHIANTI CLASSICO — Motif relatif de refus — Absence de risque de confusion — Article 8, paragraphe 1, sous b), et paragraphe 5 du règlement (CE) n° 207/2009**»]

(2013/C 26/80)

Langue de procédure: l'anglais

Parties

Partie requérante: Consorzio vino Chianti Classico (Radda in Chianti, Italie) (représentants: S. Corona, G. Ciccone et A. Loffredo, avocats)

Partie défenderesse: Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) (représentants: initialement V. Melgar et G. Mannucci, puis V. Melgar et D. Walicka, agents)

Autre partie à la procédure devant la chambre de recours de l'OHMI: Fédération française de rugby (FFR) (Marcoussis, France)

Objet

Recours formé contre la décision de la quatrième chambre de recours de l'OHMI du 10 janvier 2011 (affaire R 43/2010-4), relative à une procédure d'opposition entre le Consorzio vino Chianti Classico et la Fédération française de rugby (FFR).

Dispositif

- 1) La décision de la quatrième chambre de recours de l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) (OHMI) du 10 janvier 2011 (affaire R 43/2010-4) est annulée dans la mesure où la chambre de recours a rejeté l'opposition en tant qu'elle était fondée sur l'article 8, paragraphe 5, du règlement (CE) n° 207/2009 du Conseil, du 26 février 2009, sur la marque communautaire.
- 2) Le recours est rejeté pour le surplus.
- 3) Le Consorzio vino Chianti Classico et l'OHMI supporteront chacun leurs propres dépens exposés au cours de la procédure devant le Tribunal.

(¹) JO C 152 du 21.5.2011.

Arrêt du Tribunal du 29 novembre 2012 — Hopf/OHMI (Clampflex)

(Affaire T-171/11) (¹)

[«**Marque communautaire — Demande de marque communautaire verbale Clampflex — Motifs absolus de refus — Caractère descriptif — Article 7, paragraphe 1, sous c), du règlement (CE) n° 207/2009 — Absence de caractère distinctif — Article 7, paragraphe 1, sous b), du règlement n° 207/2009 — Obligation de motivation — Article 75 du règlement n° 207/2009**»]

(2013/C 26/81)

Langue de procédure: l'allemand

Parties

Partie requérante: Hans-Jürgen Hopf (Zirndorf, Allemagne) (représentant: V. Mensing, avocat)

Partie défenderesse: Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) (représentant: K. Klüpfel, agent)

Objet

Recours formé contre la décision de la quatrième chambre de recours de l'OHMI du 19 janvier 2011 (affaire R 1514/2010-4), concernant une demande d'enregistrement du signe verbal Clampflex comme marque communautaire.

Dispositif

- 1) La décision de la quatrième chambre de recours de l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) (OHMI) du 19 janvier 2011 (affaire R 1514/2010-4) est annulée en ce qui concerne les produits «seringues».